

Numéro 6 Octobre 2025

ISSN 2960-1606

# RAVSE

Revue d'Analyse des Vulnérabilités  
Socio-Environnementales



Revue de Géographie du

## LAVSE

<https://revue.lavse.org/>

PUBLIÉ PAR LE DÉPARTEMENT DE GÉOGRAPHIE DE L'UNIVERSITÉ ALASSANE OUATTARA

# RAVSE

*Revue de Géographie du Laboratoire d'Analyse des Vulnérabilités Socio-Environnementales, publiée par le Département de Géographie de l'Université Alassane Ouattara, Bouaké, Côte d'Ivoire*

## INDEXATION

Scientific Journal Impact Factor (SJIF)

<https://sjifactor.com/passport.php?id=23819>

**Impact Factor : 5,333 (2025)**

## ADMINISTRATION DE LA REVUE

### *Directeur*

Joseph P. ASSI-KAUDJHIS, Professeur Titulaire à l'Université Alassane OUATTARA (UAO)

### *Secrétariat de rédaction*

- Konan KOUASSI, Professeur Titulaire à l'UAO
- Narcisse Bonaventure ASSI-KAUDJHIS, Professeur Titulaire à l'UAO

### *Secrétariat administratif et technique*

- Konan KOUASSI, Professeur Titulaire à l'UAO
- Guy Roger Yoboué KOFFI, Maître-Assistant à l'UAO
- Edouard Zadi ZOGBO, Maître-Assistant à l'UAO
- Pierre Anvo AYEMOU, Maître-Assistant à l'UAO
- Senguen KOUAKOU, Assistant, Informaticien, à l'UAO
- Adeline Olga BRISSY, Maître-Assistant à l'UAO
- Enoc One GUEDE, Maître-Assistant à l'UAO

### *Comité scientifique*

- DJAKO Arsène, Professeur Titulaire, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
- ASSI-KAUDJHIS Narcisse Bonaventure, Professeur Titulaire, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
- SOKEMAWU Koudzo, Professeur Titulaire, Université de Lomé (Togo)
- GIBIGAYE Moussa, Professeur Titulaire, Université Abomey-Calavi (Bénin)
- GUEDEGBE Odile DOSSOU, Professeur Titulaire, Université Abomey-Calavi

(Bénin)

- **HECTHELI** Follygan, Professeur Titulaire, Université de Lomé (Togo)
- **KADOUZA** Padabô, Professeur Titulaire, Université de Kara (Togo)
- **BLE Celestin**, Directeur de Recherches, CRO (Côte d'Ivoire)
- **ASSA** Rebecca Rachel A., Professeur Titulaire, Université Félix Houphouët Boigny (Côte d'Ivoire)
- **BOUPKESSI** Tchaa, Professeur Titulaire, Université de Lomé (Togo)
- **MÉDIEBOU** Chindji, Maître de Conférences Université de Yaoundé (Caméroun)
- **FANGNON** Bernard, Professeur Titulaire, Université Abomey-Calavi (Bénin)
- **YABI** Ibouraima, Professeur Titulaire, Université Abomey-Calavi (Bénin)
- **ABOUDOU** Ramanou Y. M. A., Professeur Titulaire, Université de Parakou (Bénin)
- **KOUMI** Rachelle, Maître de Recherches, CRO (Côte d'Ivoire)
- **BARIMA** Yao Sabas, Professeur Titulaire, Université Jean Lorougnon Guédé (Côte d'Ivoire)
- **CHEIKH** Samba Wade, Professeur Titulaire, Université Gaston Berger (Sénégal)
- **PAPA** Sakho, Maître de Conférences, Cheikh Anta Diop (Sénégal)
- **ADJAKPA** Tchékpo Théodore, Maître de Conférences, Université Abomey-Calavi (Bénin)

## **EDITORIAL**

L'analyse de la vulnérabilité vise à comprendre les conditions et les expressions d'exposition néfaste aux catastrophes naturelles et aux crises dans le but de réduire leurs conséquences sur les populations, les territoires et les activités. La nécessité d'une approche géographique s'impose comme une réponse à la complexité de l'objet d'étude que constitue la vulnérabilité. La création de RAVSE résulte de l'engagement scientifique du Laboratoire d'Analyse des Vulnérabilités Socio-environnementales logé à l'Université Alassane Ouattara à contribuer à la diffusion des savoirs scientifiques. RAVSE est une revue spécialisée de Géographie dont l'objectif est de contribuer à éclairer la complexité des facteurs de vulnérabilités socio-environnementales et les stratégies de résiliences mises en place par les sociétés dans un contexte de développement durable. Elle maintient sa ferme volonté de réunir les contributions venant d'horizon divers qui donnent à la vulnérabilité socio-environnementale son épaisseur géographique. Ce support de publication scientifique vient donc renforcer la visibilité des résultats des travaux de recherche menés sur les vulnérabilités socio-environnementales en géographie et les sciences connexes. RAVSE est au service des enseignants-chercheurs, chercheurs et étudiants qui s'intéressent à l'analyse des vulnérabilités socio-environnementales. A cet effet, RAVSE accueillera toutes les contributions sur les thématiques liées aux facteurs de vulnérabilités socio-environnementales et les stratégies de résiliences.

**Secrétariat de rédaction**

## **COMITE DE LECTURE**

- **ASSI-KAUDJHIS** Narcisse Bonaventure, Professeur Titulaire, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
- **SOKEMAWU** Koudzo, Professeur Titulaire, Université de Lomé (Togo)
- **GIBIGAYE** Moussa, Professeur Titulaire, Université Abomey-Calavi (Bénin)
- **GUEDEGBE** Odile DOSSOU, Professeur Titulaire, Université Abomey-Calavi (Bénin)
- **HECTHELI** Follygan, Professeur Titulaire, Université de Lomé (Togo)
- **KOUAME** Déhedé Paul, Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
- **MAFOU** Kouassi Combo, Maître de Conférences, Université Jean Lorougnon Guédé (Côte d'Ivoire)
- **N'GUESSAN** Kouassi Guillaume, Maître de Conférences, Université Jean Lorougnon Guédé (Côte d'Ivoire)
- **KOFFI** Yéboué Stéphane Koissy, Maître de Conférences, Université Péleforo Gon Coulibaly (Côte d'Ivoire)

- **DJAH** Armand Josué, Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
- **KOUASSI** Kouamé Sylvestre, Professeur Titulaire, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
- **ADJAKPA** Tchékpo Théodore, Professeur Titulaire, Université Abomey-Calavi (Bénin)

## **AVIS AUX AUTEURS**

La Revue d'Analyse des Vulnérabilités Socio-Environnementales (RAVSE), Revue de Géographie du LAVSE (Laboratoire d'Analyse des Vulnérabilités Socio-Environnementale) diffuse de travaux originaux de géographie qui relèvent du domaine des «Sciences de l'homme et de la société». Elle publie des articles originaux, rédigés en français, non publiés auparavant et non soumis pour publication dans une autre revue. Les normes qui suivent sont conformes à celles adoptées par le Comité Technique Spécialisé(CTS) de Lettres et sciences humaines / CAMES (cf. dispositions de la 38e session des consultations des CCI, tenue à Bamako du 11 au 20 juillet 2016).

### **1- Manuscrit**

**Les textes à soumettre devront respecter les conditions de formes suivantes :**

- le texte doit être transmis au format document doc (word 97-2003);
- il devra comprendre un maximum de 60.000 signes (espaces compris), interligne 1,5, police de caractères Times New Roman 12 ;
- insérer la pagination et ne pas insérer d'information autre que le numéro de page dans le pied de page ;
- les figures et les tableaux doivent être intégrés au texte et présentés avec des marges d'au moins six centimètres à droite et à gauche. Les caractères dans ces figures et tableaux doivent aussi être en Times 12. Les titres des illustrations (carte, tableaux, figures, photographies) doivent être mentionnés ;
- Le comité de rédaction demande aux auteurs de préciser sur la première page :
  - Le titre du texte,
  - Pour chaque auteur, une notice comprenant :
    - les nom et prénoms,
    - le grade
    - le rattachement institutionnel,
    - l'adresse électronique,
  - Un résumé en un seul paragraphe de 1000 signes (espaces compris) maximum, qui devra être différent du premier paragraphe du texte. Il doit notamment énoncer l'objectif poursuivi par l'auteur.
  - Proposer six mots clés.
  - Proposer le texte lui-même.

**NB :** le résumé doit être traduit en anglais ainsi que les mots clés.

Le manuscrit doit respecter la structuration suivante : Introduction, Méthodologie, Résultats (analyse des Résultats), Discussion, Conclusion, Références bibliographiques (s'il s'agit d'une recherche expérimentale ou empirique).

Les notes infrapaginales, si elles existent, doivent être numérotées en chiffres arabes, rédigées en taille 10 (Times New Roman). Réduire au maximum le nombre de notes infrapaginales. Ecrire les noms scientifiques et les mots empruntés à

d'autres langues que celle de l'article en italique (*Solanum lycopersicum*).

Les articulations d'un article, à l'exception de l'introduction, de la conclusion, de la bibliographie, doivent être titrées, et numérotées par des chiffres (exemples : 1. ; 1.1. ; 1.2. ; 2. ; 2.2. ; 2.2.1 ; 2.2.2. ; 3. ; etc.). Les titres des sections du texte doivent être numérotés de la façon suivante :

**1. Premier niveau, premier titre (Times 12 gras)**

**1.1. Deuxième niveau (Times 12 gras italique)**

**1.2.1. Troisième niveau (Times 12 italique sans le gras)**

**Les illustrations**

Les tableaux, les cartes, les figures, les graphiques, les schémas et les photos doivent être numérotés (numérotation continue) en chiffres arabes selon l'ordre de leur apparition dans le texte. Ils doivent comporter un titre concis, placé au-dessus de l'élément d'illustration (centré). La source (centrée) est indiquée au-dessous de l'élément d'illustration (Taille 10). Ces éléments d'illustration doivent être : **i.** annoncés, **ii.** Insérés, **iii.** Commentés dans le corps du texte.

*La présentation des illustrations : figures, cartes, graphiques, etc. doit respecter le miroir de la revue. Ces documents doivent porter la mention de la source, de l'année et de l'échelle (pour les cartes).*

**2- Notes et références**

**2.1.** Les passages cités sont présentés entre guillemets. Lorsque la phrase citant et la citation dépasse trois lignes, il faut aller à la ligne, pour présenter la citation (interligne 1) en retrait, en diminuant la taille de police d'un point.

**2.2.** Les références de citation sont intégrées au texte citant, selon les cas, ainsi qu'il suit :

- Initiale (s) du Prénom ou des Prénoms et Nom de l'auteur, année de publication, pages citées (T. K. YEBOUE, 2017, p. 18);
- Initiale (s) du Prénom ou des Prénoms et Nom de l'Auteur (année de publication, pages citées).

Exemples:

En effet, l'objectif poursuivi par K. Kouassi (2012, p. 35), est «une meilleure appréhension des enjeux de la problématique de l'insalubrité dans l'espace urbain en général et à Adjamé (...)»

**2.3.** Les sources historiques, les références d'informations orales et les notes explicatives sont numérotées en continue et présentées en bas de page.

**2.4.** Les divers éléments d'une référence bibliographique sont présentés comme suit : Nom et Prénom (s) de l'auteur, Année de publication, Titre, Lieu de publication, Editeur, pages (p.) **pour les articles et les chapitres d'ouvrage.**

Le titre d'un article est présenté entre guillemets, celui d'un ouvrage, d'un mémoire ou d'une thèse, d'un rapport, d'une revue ou d'un journal est présenté en italique. Dans la zone Editeur, on indique la Maison d'édition (pour un ouvrage), le Nom et le numéro/volume de la revue (pour un article). Au cas où un ouvrage est une traduction et/ou une réédition, il faut préciser après le titre le nom du traducteur et/ou l'édition

(ex: 2<sup>nd</sup>e éd.).

**2.5.** Les références bibliographiques sont présentées par ordre alphabétique des noms d'auteur. Par exemple:

### Références bibliographiques

AMIN Samir, 1996, *Les défis de la mondialisation*, L'Harmattan, Paris, 345 p.

BERGER Gaston, 1967, *L'homme moderne et son éducation*, PUF, Paris, 368 p.

DIAGNE Souleymane Bachir, 2003, «Islam et philosophie. Leçons d'une rencontre», *Diogène*, 202, p. 145-151.

DIAKITE Sidiki, 1985, *Violence technologique et développement. La question africaine du développement*, L'Harmattan, Paris, 153p.

LAVIGNE DELVILLE Philippe, 1991, Migration et structuration associative : enjeux dans la moyenne vallée. In : *La vallée du fleuve Sénégal : évaluations et perspectives d'une décennie d'aménagements*, Karthala, Paris, p. 117-139.

SEIGNEBOS Christian, 2006, Perception du développement par les experts et les paysans au nord du Cameroun. In : *Environnement et mobilités géographiques*, Actes du séminaire, PRODIG, Paris, p. 11-25.

SOKEMAWU Koudzo, 2012, « Le marché aux fétiches : un lieu touristique au cœur de la ville de Lomé au Togo », In : *Journal de la Recherche Scientifique de l'Université de Lomé*, Série « Lettre et sciences humaines », Série B, Volume 14, Numéro 2, Université de Lomé, Lomé, p. 11-25.

**Pour les travaux en ligne ajouter l'adresse électronique (URL).**

### 3. Nota bene

**3.1.** Le non-respect des normes éditoriales entraîne le rejet d'un projet d'article.

**3.2.** Tous les prénoms des auteurs doivent être entièrement écrits dans la bibliographie.

**3.3.** Pagination des articles et chapitres d'ouvrage, écrire p. 2-45, par exemple et non pp. 2-45.

**3.4.** En cas de co-publication, citer tous les co-auteurs.

**3.5.** Eviter de faire des retraits au moment de débiter les paragraphes, observer plutôt un espace.

**3.6. Plan:** Introduction (Problématique, Hypothèse), Méthodologie (Approche), Résultats (analyse des résultats), Discussion, Conclusion, Références Bibliographiques

**Résumé:** dans le résumé, l'auteur fera apparaître le contexte, l'objectif, faire une esquisse de la méthode et des résultats obtenus. Traduire le résumé en Anglais (**y compris le titre de l'article**)

**Introduction:** doit présenter le contexte, la situation problématique, le problème, les questions de recherche, les objectifs de recherche et si possible les hypothèses.

**Outils et méthodes: (Méthodologie/Approche),** l'auteur expose uniquement ce qui est outils et méthodes

**Résultats:** l'auteur expose ses résultats, qui sont issus de la méthodologie annoncée dans **Outils et méthodes** (pas les résultats d'autres chercheurs). L'Analyse des résultats traduit l'explication de la relation entre les différentes variables objet de l'article; le point "R" présente le résultat issu de l'élaboration (traitement) de l'information sur les variables.

**Discussion:** la discussion est placée avant la conclusion ; la conclusion devra alors être courte. Dans cette discussion, confronter les résultats de votre étude avec ceux des travaux antérieurs, pour dégager différences et similitudes, dans le sens d'une validation scientifique de vos résultats. La discussion est le lieu où le contributeur dit ce qu'il pense des résultats obtenus, il discute les résultats ; c'est une partie importante qui peut occuper jusqu'à plus deux pages.

**Le Rédacteur en chef**

## Sommaire

<p><b>KONE Basoma, KONAN Kouamé Hyacinthe</b></p> <p><i>Les enjeux sécuritaires des changements climatiques sur la transhumance dans le Nord de la Côte d'Ivoire</i></p>	14
<p><b>KOFFI Brou Émile, YÉO Brahim, DIALLO Issoufou</b></p> <p><i>Grossesses en milieu scolaire : une gestion sociale et éducative pour la maintenance des filles à l'école dans la direction régionale de l'éducation nationale et de l'alphabétisation du Hambol (Centre-Nord de la Côte d'Ivoire)</i></p>	31
<p><b>OUSSOU Anouman Yao Thibault</b></p> <p><i>Les enjeux spatiaux des pratiques culturelles dans la ville de Bouaké (Centre, Côte d'Ivoire)</i></p>	50
<p><b>Aniko ALEME, Aklèso Gnassigbé KEZIE, Essoyomèwè AKODABI, Tatongueba SOUSSOU, Tchaa BOUKPESSI</b></p> <p><i>Conversion, intensités et vitesses des changements par intervalle de temps (1985-2005 et 2005-2023) des unités d'occupation et d'utilisation des terres du parc national de l'Oti-Keran (PNOK) au Nord-Togo</i></p>	66
<p><b>KIARI FOUYOU Hadiza, ADOUM FORTEYE Amadou, MADJIGOTO Robert</b></p> <p><i>Analyse de la perception de sécurité par les communautés rurales du lac Tchad : exemple de la Région de Diffa au Niger et des Provinces du Kanem et du Lac au Tchad</i></p>	86
<p><b>TOGBE Janvier, KOFFI Amoin Prisca, BOHOSSOU N'Guessan Séraphin</b></p> <p><i>Investissements communaux et accessibilité des populations aux services de l'état civil à Danané (Ouest de la Côte d'Ivoire)</i></p>	99
<p><b>Hamet Mahamane MAHAMADOU BACHIR, Moctar HASSANE, Kaka Kiari Boukar Kellou</b></p> <p><i>Stratégies de contournement à l'expansion de groupes terroristes : cas de Boko Haram dans la région de Diffa au Niger</i></p>	115
<p><b>TE Wrossépané Cynthia Charlene Epouse SERI, Bié Roméo</b></p> <p><i>Itinéraires thérapeutiques et logiques sociales du recours à la médecine traditionnelle dans la prise en charge des troubles mentaux : Cas du département de Korhogo, Région du Poro (Côte d'Ivoire)</i></p>	135

<p><b>PREGNON Lhey Raymonde Christelle</b></p> <p><i>Évaluation cartographique de la dégradation environnementale du quartier Zone industrielle de Bouaké (Côte d'Ivoire)</i></p>	155
<p><b>LANTONKPODE Aristide, BONI Gratien, WARI ABOUBAKAR Moussa, DJESSONOU Sèngla Franco-Néo Camus</b></p> <p><i>Manifestations de la variabilité hydro-climatique dans les communes de Djidja, d'Agbangnizoun et d'Abomey (Bénin, Afrique de l'ouest)</i></p>	174
<p><b>KONAN Kouakou Charles, AMALAMAN Marc Auriol, SOUMAHORO Saï Pou, TRA BI Zamblé Armand</b></p> <p><i>Analyse en ondelette de la relation pluie-débit dans le bassin versant de la Marahoué (centre-ouest de la Côte d'Ivoire)</i></p>	198
<p><b>QUENUM Comlan Irené Eustache Zokpénou</b></p> <p><i>Gentrification urbaine et spéculation foncière dans les quartiers en reconstructions de Cotonou : cas des 2<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> arrondissements</i></p>	211
<p><b>Boubacar BARRY, Cheikh Tidiane WADE, Dramane CISSOKHO</b></p> <p><i>Regard croisé entre le foncier et les ressources ligneuses en Moyenne Casamance septentrionale</i></p>	230
<p><b>DJORO-DJAPI Élodie Ange Éléonore, YRO Koulai Hervé, AKA Aké Brice Patrick</b></p> <p><i>Logiques portuaires d'Abidjan face au besoin d'espace</i></p>	247
<p><b>KOUASSI Kobenan Christian Venance</b></p> <p><i>Expansion urbaine et dysfonctionnement du système d'assainissement dans la ville de Djébonoua : entre risques environnementaux et défis d'aménagement</i></p>	259
<p><b>LILA RENI BIBRIVEN, ABOUBAKAR SALEH</b></p> <p><i>Dynamique Érosive des Berges du Chari et son Impact sur un Territoire Urbain à N'Djaména : Une Étude de Cas du 1er Arrondissement (1993-2023)</i></p>	279
<p><b>OUOBA Souleymane Jean-Claude, AFFO Fabien</b></p> <p><i>La dynamique régressive de forêt classée de Wari Maro : quel ancrage du sacre ?</i></p>	316
<p><b>MBENGUE Mamadou Saliou</b></p> <p><i>L'atteinte des odd 1, 2 et 5 par les organisations communautaires : l'exemple de l'Union Régionale des Associations Paysannes de Diourbel (URAPD)</i></p>	333

<p><b>Dominique Syrienne MINKOUE-MI-MBA, Clet Mesmin EDOU EBOLO, Marjolaine OKANGA-GUAY, Jean Bernard MOMBO</b></p> <p><i>Evaluation du plan sectoriel pêche et aquaculture (PSPA, 2004 à 2014) : le cas des pêcheries de la région de l'estuaire au Gabon</i></p>	352
<p><b>TANOÛ Kouamé Perèze</b></p> <p><i>Economie circulaire, une réponse à la gestion des déchets solides ménagers et à la résilience économique des populations à Bouaké (Côte d'Ivoire) ?</i></p>	378
<p><b>DIARRASSOUBA Bazoumana</b></p> <p><i>Assainissement du cadre de vie urbain à Man (côte d'ivoire) : entre contraintes physiques et pratiques des populations</i></p>	394
<p><b>NIAMIEN Kadjo Henri-Joel, KOUADIO N'Guessan Olivier</b></p> <p><i>Caractéristiques sociotechniques et contraintes de la production piscicole dans la sous-préfecture de Bouaké</i></p>	408
<p><b>Mor FAYE, Djibrirou Daouda BA, René Ndimag DIOUF</b></p> <p><i>Variabilité climatique et stratégies d'adaptation dans les villes secondaires du Sénégal : Cas de Mboro</i></p>	422
<p><b>BOULY SANE, Tidiane SANE, Cheikh FAYE, Fatima DIOP</b></p> <p><i>Potentiel en eau souterraine et activités économiques dans la Sous-Unité de Gestion et de planification des Ressources en eau de la Moyenne-Casamance (Sénégal)</i></p>	439
<p><b>KOFFI Guy Roger Yoboué, KOMENAN Komenan Gabin, KOUASSI Yao Privat</b></p> <p><i>Usages phytosanitaires en maraîchage urbain à Bouaké (Côte d'Ivoire) : entre résilience économique et risques sanitaires</i></p>	464
<p><b>KONAN Aya Suzanne</b></p> <p><i>Contraintes et stratégies de durabilité de la filière banane plantain dans la Sous-préfecture de Bonon (Centre - Ouest, Côte d'Ivoire)</i></p>	483
<p><b>MAHAMAT HEMCHI Hassane, BASSENA Pierre, OURSINGBE PASSAL Joachim</b></p> <p><i>Souvenir des avènements ratés de Faya-Largeau au nord du Tchad : entre utopie et perspective métropolitaine</i></p>	505
<p><b>YAO Adjoua Victoire, BRISSY Olga Adeline</b></p> <p><i>Accessibilité des personnes handicapées aux équipements à l'Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)</i></p>	527

<b>FIEDI N'Zoré Pascal, SEKONGO Fougo Valy, DJE Kouamé Casimir, DIOMANDE Beh Ibrahim</b> <i>Stratégies d'adaptation des systèmes cultureux des acteurs de la filière Bananière : cas de la sous-préfecture de Daoukro (Centre-Est de la Côte d'Ivoire)</i>	542
<b>KI Léonce</b> <i>Les biens culturels burkinabè sur les listes de l'UNESCO</i>	560
<b>YAO KOUADIO DONALD</b> <i>Les danses traditionnelles en pays Baoulé : cas de la sous-préfecture de Sakassou (centre de la Côte d'Ivoire)</i>	574

**ANALYSE DE LA PERCEPTION DE SECURITE PAR LES COMMUNAUTES  
RURALES DU LAC TCHAD : EXEMPLE DE LA REGION DE DIFFA AU NIGER  
ET DES PROVINCES DU KANEM ET DU LAC AU TCHAD**

**KIARI FOUYOU Hadiza**, Maître de Conférences,  
Institut Supérieur en Environnement et Écologie (IS2E) de l'Université de Diffa ; BP :  
78 Diffa, Niger.

**Email** : hadiza.kiarifougou@gmail.com

**ADOUM FORTEYE Amadou**, Maître Assistant,  
Département de Géographie, Université de N'Djaména, Tchad, BP. 1117.

**Email** : adoumforteye08@gmail.com

**MADJIGOTO Robert**, Maître de Conférences,  
Département de Géographie, Université de N'Djaména, Tchad, BP. 1117.

**Email** : rmadjigoto@yahoo.fr

*(Reçu le 31 juillet 2025; Révisé le 15 août 2025 ; Accepté le 27 septembre 2025)*

**Résumé**

Dans un contexte sécuritaire difficile, il a été question de chercher à savoir dans quelles conditions vivent les communautés de la zone d'insécurité au Niger et au Tchad. En effet, cette étude cherche à comprendre le niveau de confiance des populations sur les mécanismes de médiation et résolution des conflits par les communautés rurales du lac Tchad. La démarche méthodologique adoptée dans le cadre de cette étude a consisté d'abord en la collecte des données, au traitement et à l'analyse de celles-ci. Au Niger, l'étude a concerné la région de Diffa, celle du Kanem et du Lac au Tchad à l'issue de laquelle plus de quarante entretiens individuels et quarante-cinq focus groups ont été réalisés. Les résultats de l'étude montrent que le sentiment de sécurité réside dans la combinaison de plusieurs facteurs. Si d'un côté, la sécurité est synonyme d'intégrité physique et matérielle, tous les répondants y associent également l'accès aux services publics, la possibilité de se déplacer sans craintes, et de ne pas être forcés de quitter leurs maisons. Malgré l'insécurité qui sévit dans les zones d'étude, les répondants affirment se sentir en sécurité à l'intérieur de leur communauté. Cela est dû aux campagnes sécuritaires menées par les autorités de deux régions d'étude. Selon les enquêtés, les mécanismes de gestion et de prévention des conflits sont aussi efficaces. Il existe une coexistence pacifique entre les communautés et que les autorités locales sont perçues comme équitables dans la gestion des conflits liés aux ressources naturelles.

**Mots clés** : Lac Tchad, sécurité, conflits, perception, gestion.

## **Analysis of the perception of safety by rural communities on Lake Chad**

### **Abstract**

In a difficult security context, it is important to know in what conditions, the unsecured communities are living in the countries like Niger and Chad. Then, this study aims to understand the level of population's confidence in the mediation and conflict resolution mechanisms used by rural communities in Lake Chad. The methodological approach adopted through this study has consisted firstly to data collection, processing and analysis. In Niger, the study covered the Diffa region and the Kanem and Lake regions of Chad, and involved over forty individual interviews and forty-five focus groups. The results of the study show that, the feeling of security reside to the combination of several factors. While in the one side, security is synonymous with physical and material integrity, informants also associate it with access to public services, the ability to move around without fear, and not being forced to leave their homes. Despite the insecurity that happens in the republic of Niger and Chad, informants claim to feel safe within their communities. This is linked to security campaigns realized by the authorities of the study regions. According to informants, the conflict management and prevention mechanisms are effective. There is a pacific coexistence between communities and the local authorities are perceived as fair in managing conflicts related to natural resources

**Key words:** Lake Chad, security, conflicts, perception, management.

### **Introduction**

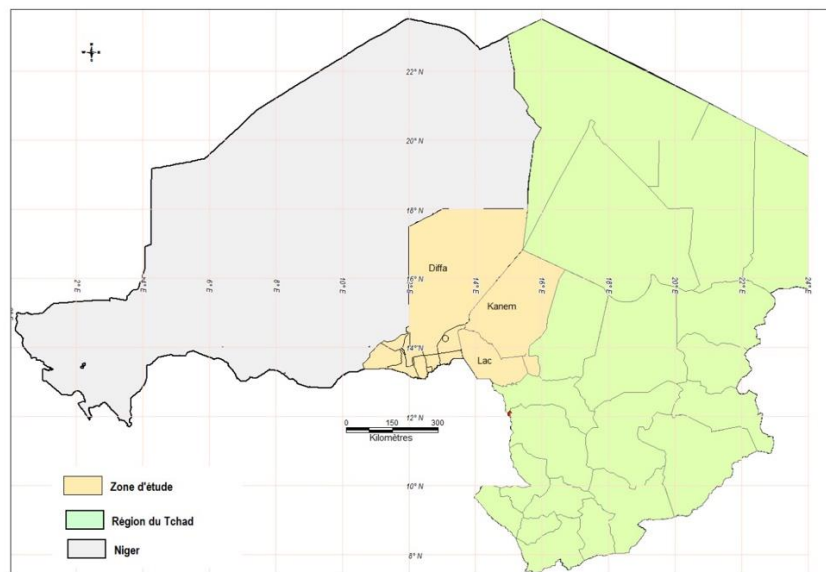
Depuis quelques décennies, le Sahel est devenu le théâtre d'opération lié aux attaques terroristes en raison non seulement de la porosité de ses frontières interétatiques, de la faible présence de ses institutions étatiques mais aussi de l'existence de communautés disparates au sein desquelles différents groupes se cachent et mènent leurs activités (PNUD et SAS, 2022, p. 20). Ainsi, la question sécuritaire au Sahel est au cœur des principaux enjeux politiques du moment où elle cristallise les débats dans le monde scientifique autant que dans la presse (A. Sylvie, 2022, p.2). Dans les pays du Bassin du lac Tchad, la crise sécuritaire résulte de la combinaison de multiples facteurs impliquant des groupes armés non-étatiques (GANÉ), des niveaux extrêmes de pauvreté, un sous-développement persistant et des bouleversements climatiques forçant les communautés à quitter leurs espaces habituels. En 2017, le bassin du lac Tchad apparaît comme l'un des espaces les plus fragiles au monde. Ce dernier est soumis à des mouvements intenses de la population liés soit aux causes naturelles, soit aux exactions de groupes armés, aux tensions d'une très forte croissance démographique, sur fond de grande pauvreté, de fragilité politique et de changement climatique (G. Magrin *et al.*, 2018, p.13). En décembre 2024, le Cameroun, le Tchad, le Niger et le Nigeria accueillait un total de 6 112 752 personnes affectées par la crise,

dont des personnes déplacées internes (PDI), des retournés (anciennes PDI et retournés de l'étranger) et des réfugiés (vivant en et hors des camps) (OIM, 2025, p.1). En plus, l'insécurité liée à Boko Haram représente une menace énorme pour la région du lac Tchad, dont la population est déjà confrontée aux problèmes posés par des années des conflits socio-politiques, de la pauvreté et de dégradation de l'environnement. Cela a pour effet de remplacer les tendances normales de la mobilité des populations par de nouveaux modes de migrations motivés par les besoins des communautés en matière d'accès aux ressources naturelles. La restriction à certains espaces de production et la pression démographique liées aux migrations forcées conduisent à une concentration spatiale des activités (H. Kiari Fougou, 2020, p.168). La région du lac Tchad est donc traversée par une série de conflits impliquant une pluralité d'acteurs. Ces conflits, souvent antérieurs à « la crise », ont été exacerbés par celle-ci et par les conséquences de sa gestion militaire ainsi que des mesures répressives qui ont été prises. De nouveaux facteurs de tension sont aussi apparus, fragilisant, dans une certaine mesure, les systèmes de cohésion traditionnels et les mécanismes de gestion de conflits endogènes (J. Baché *et al.*, 2020, p.9). En effet, au Niger, dans la région de Diffa de même que dans les provinces du Lac et du Kanem, au Tchad la situation sécuritaire reste volatile et complexe. Cette situation est due à l'action des groupes armés, alors que les besoins en termes d'action humanitaire pour les populations déplacées et hôtes nécessitent une plus forte cohésion sociale. La cohésion sociale permettra de minimiser des tensions communautaires, et des tensions entre les communautés et les Forces de Défenses et de Sécurité (FDS), dans la mesure du possible. Face à ses multiples défis, la promotion de la sécurité dans les états fragiles est en général considérée comme indispensable au développement, à la stabilisation et au retour de la paix (F. George, 2011, p.7). A cet effet, il est important d'impliquer également les autorités étatiques, coutumières et religieuses dans ce processus, car elles jouent toutes un rôle important non seulement dans la provision des services publics, mais aussi dans la facilitation de l'accès humanitaire afin de restaurer la paix dans les régions étudiées. L'objectif général de l'étude est de dresser un état des lieux de la perception de la sécurité auprès des habitants du Bassin du Lac Tchad. Dans ce cadre, l'étude vise à comprendre le niveau de confiance des populations entre eux et envers les institutions qui sont censées garantir la sécurité des populations des régions concernées, notamment les Forces de Défense et Sécurité (FDS).

## **1. Matériel et méthodes**

Au Niger l'étude a été menée dans la Région de Diffa. Au Tchad, les enquêtes ont eu lieu dans deux Provinces, celle du Lac (Bol) et du Kanem (Mao).

**Figure 1 : Localisation de la zone d'étude**



Source : enquête de terrain 2022

La démarche méthodologique adoptée dans le cadre de cette étude a consisté d'abord en la collecte des données, au traitement de celles-ci et à leur analyse. Elle a été essentiellement basée sur une approche qualitative. Pour ce qui est de la collecte des données, les sources écrites, orales et la méthode d'observation sur le terrain ont été sollicitées. Les sources écrites sont collectées dans plusieurs centres de documentation et dans plusieurs dépôts d'archives. Les rapports des services de la gendarmerie, de la police et de plusieurs projets de développement qui interviennent dans la zone d'étude sont aussi exploités. Les sources orales ont produit les résultats des enquêtes menées dans les différentes zones d'étude. Les répondants sont sélectionnés à l'aide de l'échantillonnage aléatoire simple des acteurs stratégiques, population locale, les représentants des communautés, les leaders religieux, ainsi que les autorités locales (traditionnelles et administratives). Pour la mise en œuvre lors de cette étude, nous avons fait recours à diverses techniques d'enquêtes qui ont combiné, de ce fait, la méthode qualitative à travers les outils de collecte de données (grilles d'entretien.). À cela, il faut ajouter l'observation participante. Des entretiens individuels et des rencontres en focus groups ont été organisés. Des entretiens additionnels avec des personnes ressources ont été également conduits afin de mieux comprendre la définition de certaines notions relatives à la sécurité et à la résolution des conflits. Au total, entre juillet et septembre 2022, trente-sept (37) entretiens individuels et trente-huit focus groups (38) ont été réalisés dans six (6) communes dont trois (3) au Niger et trois (3) au Tchad. Dans chaque commune et village il a été organisé des focus auprès des hommes, des femmes, des jeunes, des groupes socio-professionnels (agriculteurs, pêcheurs, éleveurs, orpailleurs) en tenant compte de leur appartenance à des groupes constitués.

## 2. Résultats

### 2.1. Perception des populations sur la notion de sécurité

Au Niger, dans la Région de Diffa, on peut retenir que la sécurité pour eux : « *n'est rien d'autre que la vie dans la paix. C'est dormir tranquille, effectuer jour et nuit ses activités économiques sans crainte ni peur. C'est la vie en communauté sans crainte de telle ou telle restriction de la liberté. C'est vivre sans Boko Haram et si on part partout avec nos animaux c'est ça notre sécurité* ». Au Tchad, Dans la Province du Lac, « *On parle de la sécurité quand on est à l'abri du danger, quand on n'est pas menacé, quand on est libre de ces mouvements, quand on a la liberté d'exercer les activités sans être menacé. On est en sécurité lors qu'on est protégé de tout danger pouvant mettre fin à notre vie. C'est quand il y a la paix totale pour bien mener nos activités* ». Au, Kanem, loin du Lac : « *La sécurité est l'absence de conflits et des problèmes sociaux. La sécurité est l'absence de danger ou de conflit dans un milieu. On parle de la sécurité lorsqu'on est en paix et qu'il n'y a pas de danger* ».

De façon générale, au Niger comme au Tchad, les termes les plus récurrents utilisés pour la sécurité sont l'absence de danger, de conflit, le déplacement en toute liberté, la paix dans le milieu. Ce sont les vœux chers de la population. Autour du lac Tchad, seule l'absence des attaques de Boko Haram et autres bandits peut rassurer les populations de leur sécurité. Le souhait de vivre en paix est ardent chez les enquêtés. La perception que la population a de la sécurité est relative : la présence des forces de l'ordre n'est pas une garantie absolue, car elles furent défiées par les Boko Haram à un certain moment. Il faut tout de même noter un bon niveau de collaboration entre la population et les autorités administratives et coutumières et les FDS relativement à la dénonciation des complices.

### 2.2 Perception des populations sur la situation sécuritaire

Le premier aspect abordé concerne la situation sécuritaire dans la zone d'étude. Il s'agit de comprendre le contexte sécuritaire actuel et de savoir quelle perception les enquêtés ont de la sécurité. Les travaux de terrain font ressortir que le contexte sécuritaire est essentiellement dominé par quelques attaques asymétriques envers les différentes positions militaires et par les enlèvements de personnes par Boko Haram contre rançon. La situation a évolué par la diminution du nombre d'attaques des villages et camps militaires : « *Les attaques sont devenues moins récurrentes mais ce qui dérange c'est les enlèvements nocturnes des personnes contre rançon dans les campements des éleveurs qui sont dans des endroits entourés des arbres où nous on ne peut pas aller la nuit mais Boko Haram profite bien la nuit pour faire ses opérations* » (Entretien avec un membre de FDS de Bosso, Niger, 15 juillet 2022). Bien que l'insécurité et la violence dominent les préoccupations des populations nigériennes de Diffa en général, elles se sentent en sécurité quand elles se déplacent au sein ou en dehors de leur communauté.

Au Tchad, la situation est assez préoccupante dans la Province du Lac que celle du Kanem. Dans la Province du Lac, la population veille la nuit pour contrecarrer les enlèvements opérés par Boko Haram.

### ***2.3 Perception des populations sur les forces de Défense et de Sécurité (FDS)***

Il s'agit de chercher à appréhender le rapport de collaboration qui existe entre les forces de défense et de sécurité. L'analyse de la perception de la sécurité montre que, les populations ont une vive envie de vivre en sécurité. Elles l'expriment par l'absence de danger, et de conflit. Elles souhaitent se déplacer en toute liberté et de paix dans leur milieu. Autour du Lac, seule l'absence des attaques de Boko Haram et autres bandits peut rassurer les populations de leur sécurité. Le souhait de vivre en paix est ardent chez les enquêtés. Les Forces de Défense et de Sécurité (FDS) ont été déployées dans différents endroits pour assurer la sécurité des personnes et de leurs biens. Au vu des résultats obtenus, la situation est ambivalente. Pour certaines populations, la perception de la sécurité est relative : la présence des forces de défense et de sécurité (FDS) n'est pas une garantie absolue, car elles furent défiées par le groupe Boko Haram à un certain moment. Pour d'autres, il existe un bon niveau de collaboration entre les populations, les autorités administratives et coutumières et les FDS, partageant ainsi les informations relatives à la présence des forces nuisibles (au Niger). Les complices sont souvent dénoncés auprès des FDS.

Au Niger, à Diffa, l'analyse des résultats montre que la population est satisfaite des forces de sécurité et est inquiétée par les violences menées par les groupes armés Boko Haram. Les interventions des FDS dans la Région de Diffa ont un impact très positif. Les populations relatent qu'elles sont en bonne sécurité et que le niveau de confiance vis-à-vis des FDS est plus ou moins parfait. On peut noter qu'il existe un rapport basé sur la communication autour de conflits. Il y a également un grand changement dans la mesure où les populations arrivent aujourd'hui à exercer leurs activités quotidiennes. Les interventions en ces dernières années ont contribué à réduire les sources de conflits entre les habitants. La présence et les interventions des FDS dans divers endroits sont bien perçues et appréciées. Il revient aux autorités de ces FDS de les encadrer pour ne pas qu'elles commettent des exactions dans la population. La présence et les interventions des FDS dans divers endroits au Niger sont bien perçues et appréciées.

Au Tchad, dans la Province du Lac il s'avère que la population entretient moins de relation avec les forces de défenses et de sécurité. La plupart des acteurs enquêtés ne sont pas satisfaits des interventions des forces de défense et de sécurité (FDS). Ils soulignent que leurs interventions sont insignifiantes ou encore n'apparaissent qu'après une attaque des groupes armés ou un conflit intercommunautaire. Il est à remarquer que le contact entre la population et les FDS n'était pas du tout facile à cause

du manque de communication relative lié à leur faible niveau scolaire. Il y a persistance d'une certaine méfiance entre les FDS et la population à cause de la stigmatisation de certaines communautés. Au Tchad, la population a une appréciation moins bonne des FDS à cause du manque de communication véritable entre elles. Leurs interventions se font toujours avec retard alors que la population a déjà subi les exactions des bandits de grands chemins. Les FDS n'arrivent pas à fournir une protection efficace à la population et à leurs biens dans les deux régions, c'est pourquoi les niveaux de confiance, différents d'un individu à un autre. Un travail de sensibilisation à leur endroit est indispensable afin d'améliorer leur relation avec la population.

#### *2.4 Perception des populations vis-à-vis des structures de médiation des conflits*

Il ressort de cette étude que des mécanismes de médiation et de gestion des conflits existent, mais pas sans difficulté. Toutefois, il ressort des données qu'au Niger dans la Région de Diffa comme au Tchad dans la Province du Lac, des répondants estiment que ces structures de médiations rencontrent des difficultés dans la gestion de certains conflits de façon spécifique tels que les conflits liés au foncier, à l'exploitation des ressources naturelles, et les conflits intra- ou intercommunautaires. Des structures de médiation des conflits dans les communautés existent. Ce sont notamment les leaders coutumiers représentés par la chefferie traditionnelle, et religieux, la Police, la Gendarmerie, et les chefs communautaires qui sont utilisés au Niger. Les répondants affirment l'utilisation d'autres mécanismes de médiation tels que les commissions foncières de base (COFO) qui se résume à la gestion de l'espace, à la gestion concertée des ressources naturelles, à la gestion des déséquilibres qui affectent périodiquement ces ressources, à la gestion des conflits qui leur sont liés. Les comités de vigilance existent aussi bien au Niger qu'au Tchad, le Comité de Paix à travers la Haute Autorité à la Consolidation de la Paix (HACP) au Niger, l'Association pour la Promotion des Libertés Fondamentales au Tchad (APLFT). Ces comités national, régional et local, sont impliqués dans la recherche de consolidation de la paix. De manière unanime, les répondants affirment faire confiance à ces structures de médiation existantes. Au Niger comme au Tchad, les chefs traditionnels sont au premier plan dans la résolution des conflits et dans le maintien de la cohésion sociale. Pour les leaders traditionnels les moyens traditionnels sont moins utilisés maintenant. Car l'État a affaibli le pouvoir des autorités traditionnelles au profit de la justice moderne. Le premier facteur qui fait que les villageois ont une préférence entre les justices est la proximité de la justice traditionnelle. Cette justice est celle que nous avons héritée de nos ancêtres, disent-ils. Avec la justice traditionnelle la population locale a aussi l'implication des chefs religieux dans la prise des décisions. Or la justice moderne est comme celle imposée par l'État. Les cas des actes criminels et de blessures graves ne relèvent pas de la justice traditionnelle. Les pouvoirs publics doivent les doter de moyens nécessaires et

s'appuyer sur eux pour la lutte contre l'insécurité et le maintien de la paix. Étant donné que les pratiques de consolidation de la paix émanent des communautés locales, elles sont beaucoup mieux adaptées au contexte et à la culture locale que les approches généralisées.

### ***2.5 Les conflits et les facteurs de renforcement de la cohésion sociale***

Les enquêtes ont montré que les facteurs de conflits dans les zones d'études sont nombreux. Il s'agit du manque d'emplois pour les jeunes qui est la principale source de conflits, la corruption des leaders, la présence du groupe armée Boko Haram et le ralliement des jeunes à ce groupe, la distribution de l'aide humanitaire où certains sont privilégiés au détriment des autres, le manque de couloirs de passage pour le bétail, la gestion des ressources naturelles. Ce constat a confirmé que les conflits influencent négativement l'entente entre les communautés parce qu'elles déstabilisent les rapports de bon voisinage entre communautés, créent une situation de méfiance et de tension. Au Niger, dans le Région de Diffa, des voix se sont fait entendre quant à l'évolution des relations entre certains groupes, en ces termes : « *entre agriculteurs-éleveurs peulhs la relation s'est un peu dégradée vu qu'ils nous ont beaucoup fait des dégâts* ». Même l'intervention des ONG humanitaires est citée comme facteur de non cohésion. Certains conflits notamment pendant les ciblage des ONG sont parfois créés par les comités de gestion qui choisissent des camps. L'entente entre les habitants de la commune est aujourd'hui fondamentale et cordiale. Plusieurs facteurs contribuent à cela, parmi lesquels : Les réunions communautaires, les cérémonies de mariage et de baptême, les retraits de deuil ; dans les fadas, les courses de chameaux, les prières dans les mosquées, etc.

On note ainsi l'existence d'une cohabitation pacifique entre les différentes communautés. Au Tchad, dans la Province du Lac, ces dernières années, l'entente se renforce et évolue très bien. Même les relations entre les générations actuelles et les sages, sont bonnes. Les relations entre les communautés sont acceptables malgré l'opposition entre communautés kanembou et boudouma. Là où le bât blesse ce sont les relations entre les éleveurs qui sont dégradantes parfois à cause de l'accès aux ressources pastorales. L'entente évolue bien entre nos populations puisque les autorités ne cessent de leur parler de la paix et de la cohabitation pacifique. Malgré l'insécurité provoquée par les groupes armés non étatiques, entre les communautés, les ethnies et les groupes de métier, l'entente règne. On note toutefois qu'entre certaines communautés du lac Tchad (Boudouma et Kanembou) et entre les agriculteurs et les éleveurs des conflits pour l'accès aux ressources naturelles.

### 3. Discussion

Les résultats de l'étude ont fait ressortir que les termes les plus fréquemment utilisés pour le sentiment de sécurité dans les zones étudiées (la région de Diffa, au Niger et celles du Lac et du Kanem, au Tchad) sont l'absence de danger, de conflit, le déplacement en toute liberté et la paix dans le milieu. Ce sont les vœux chers de la population et que seule l'absence des attaques de Boko Haram et autres bandits peuvent les rassurer. En effet, il existe diverses études qui se sont tenues à l'échelle du bassin du lac Tchad, au Sahel et en Afrique en général dont leurs résultats corroborent avec ceux obtenus à travers notre étude. C'est le cas de l'étude réalisée par l'Organisation Internationale pour les Migrations sur « Étude de perception des communautés sur la sécurité et la gestion des frontières dans le Nord-Est de la Côte d'Ivoire (Région du Bounkani) » en 2021 à sa page-six. Les résultats ont indiqué que la majorité des enquêtés (70,4%) estime se sentir en sécurité dans la zone en raison de la présence des FDS qui assurent des patrouilles. Néanmoins, il faut noter qu'une proportion non négligeable (29,7%) des enquêtés déclare ne pas se sentir en sécurité en raison des menaces terroristes, les braquages à domicile et les coupeurs de routes. Ainsi, l'étude menée par A. Sylvie (2022, p.2) sur « la sécurité par le bas. Perceptions et perspectives citoyennes des défis de sécurité au Burkina Faso » a révélé que le point de départ de la situation d'insécurité qui règne ces dernières années au Burkina, marquée principalement par l'installation des groupes armés résident dans la chute du régime de Blaise Compaoré. L'opinion publique attribue au régime Compaoré la responsabilité de la situation actuelle d'insécurité dans le pays suite à son implication à l'époque dans de nombreux conflits armés de la sous-région. Par contre, le rapport d'étude de PNUD et SAS (2022, p.22-23) intitulé « perceptions, vulnérabilités et prévention : une évaluation de la menace que représente les extrémismes violents dans quelques zones frontalières du Sud de la Libye au Nord-ouest du Nigeria » a illustré que les communautés frontalières ont globalement exprimé des perceptions complexes et nuancées à propos de la capacité de l'Etat à garantir leur sécurité et leur accès à la justice. En Libye, au Nigeria et au Soudan, les habitants se sont montrés particulièrement sévères vis-à-vis de leur gouvernement mais, moins des forces de sécurité tandis qu'au Niger et au Tchad, le degré de confiance accordée aux forces de sécurité était légèrement plus élevé quand la sécurité était assurée à la fois par des forces locales (étatiques ou non étatiques). En plus, les travaux menés par O. Hamani *et al.*, (2022, p.6) porté sur « Enquête sur les perceptions relatives à la sécurité dans les régions de Tahoua, Maradi, Tillabéri au Niger » a dégagé que les habitants se sentent en insécurité dans la région de Tillabéri du fait de la proximité des localités enquêtées avec la frontière malienne et nigériane (33%), de la proximité des zones de combat (37%) et du nombre important des attaques, vols et menaces dont sont victimes les populations (20%). Par contre, à Tahoua et Maradi, les gens estiment être en sécurité raison du caractère urbain des lieux enquêtés, d'une présence plus visible et plus

régulière des forces de sécurité étatiques, ainsi qu'une bonne connexion géographique. Dans son rapport d'étude dénommé « Améliorer la Résilience, la Sécurité Alimentaire et la Nutrition des Populations Touchées par les Chocs Naturels et les Conflits dans la Région de Diffa », la FAO (2021, p.2) a estimé que l'insécurité est perçue en termes de faiblesse des moyens de subsistance et de la faible cohésion sociale entre les communautés et de la faible capacité à s'adapter aux contraintes climatiques. Pour d'autres auteurs, la sécurité est un état dans lequel les dangers et les conditions pouvant provoquer des dommages d'ordre physique, psychologique ou matériel, sont maîtrisés de manière à préserver la santé et le bien-être des individus et de la communauté. Elle est une ressource indispensable à la vie quotidienne qui permet à l'individu et à la communauté de réaliser leurs aspirations. C'est le cas de Maurice *et al.*, (1998, p.36) dans leur document intitulé « Sécurité et promotion de la sécurité : aspects conceptuels et opérationnels ». En plus, Dieu (2005, p.272) dans son travail est porté sur « Territoires, Partenariat, Sécurité », atteste que si le concept de sécurité est assimilé au phénomène criminel, il est bien applicable à plusieurs domaines qui vont des relations entre les États (défense et sécurité internationale), à la délinquance et le crime (sécurité intérieure), en passant par l'environnement (sécurité environnementale), la santé (sécurité sanitaire) et l'alimentation (sécurité alimentaire). Ainsi, en étudiant « L'utopie de la sécurité - Ambivalences contemporaines sur le crime et la peine », Boutellier (2008, p. 57), a relaté que la majorité des enquêtés estime se sentir en sécurité dans la zone même s'ils soulèvent des problèmes de sécurité liés au vol de bétail, les attaques de Boko Haram. Les Forces de Défense et de Sécurité (FDS) effectuent des passages de patrouilles dans la zone d'étude, ce qui tend à donner aux enquêtés un sentiment de sécurité même s'ils estiment que ces acteurs ne peuvent assurer à eux seuls la sécurité. C'est pourquoi ces derniers souhaitent que l'implication de la communauté, dans une certaine mesure, à la gestion de la sécurité de la frontière soit d'avantage renforcée. Néanmoins, de nombreux travaux ont affirmé que la sécurité ou le sentiment d'insécurité se trouve dans l'implication hiérarchique des autorités locales dans la gestion du conflit. Au Niger, le code rural a reconnu et tracé le rôle officiel des chefferies traditionnelles dans la gestion et la prévention du conflit. En effet, selon lui, la gestion des conflits suit un circuit ascendant (chef de village ou de tribu) et le droit musulman s'applique souvent. Les chefs de village ou de tribu président les commissions foncières de base (Cofob au niveau de villages/ tribu) et signent les actes qu'elles délivrent, ce que font également les autres chefs. Le chef traditionnel dispose du pouvoir de conciliation des parties en matière coutumière, civile et de transactions foncières (la recherche de cette conciliation est obligatoire). Il est responsable de la constatation de la propriété foncière coutumière et des transactions foncières et de la gestion des ressources communautaires. En effet, cette idée corrobore les résultats obtenus par Johanna *et al* (2020, p.56) à travers leur travail de recherche intitulé « Étude régionale de recherche : Bassin du lac Tchad : Soutenir la

cohésion sociale par l'appui aux mécanismes endogènes de prévention, médiation et résolution de conflits ». Ces derniers ont démontré que les mécanismes traditionnels de gestion de conflit (en tant qu'instruments visant à prévenir, modérer ou résoudre des conflits portés par des individus mobilisant des normes et des valeurs perçues comme légitimes car se fondant sur des références aux coutumes, à la religion et à l'histoire) sont plus utilisés que les mécanismes modernes pour résoudre les conflits de basse intensité (conflits de proximité, conflits fonciers et d'accès aux ressources, conflits intracommunautaires et intercommunautaires etc.). Les travaux réalisés par Fortey *et al.*, (2019, p.44) ont confirmé que l'alternative coutumière offre des résultats appréciables dans le lac Tchad tchadien. Enfin, Dans leur document intitulé « Crise et développement : la région du lac Tchad à l'épreuve de Boko Haram », Magrin et Pérouse de Montclos (2018, p.291) ont relaté que le processus de décentralisation a cependant baissé leurs prérogatives depuis le début des années 2000. Et les résultats montrent qu'au Tchad, dans la province du Lac, la gestion de ces conflits par les pouvoirs publics est lente et caractérisée par l'ingérence des forces de défense et de sécurité.

## Conclusion

L'analyse de la perception de la sécurité dans le bassin du lac Tchad a mis en évidence la situation sécuritaire et conflictuelle dans la zone d'étude. Le constat est que les populations souhaitent ardemment vivre en paix. Dans la Région de Diffa au Niger, la majorité des groupes constitués a reconnu qu'il existe la paix même si elle est précaire. Ils définissent la sécurité comme synonyme de la paix et exprime un ardent désir de la maintenir. Les acteurs à différents niveaux s'impliquent dans la résolution des conflits pour faire régner la paix. La situation sécuritaire a évolué positivement mais il y a une nécessité de la renforcer. Les méthodes de résolution les plus utilisées sont la médiation et la sensibilisation. Les chefs coutumiers et les leaders religieux sont au centre de la médiation car la population leur donne entière confiance. Aussi, l'implication de tous les acteurs et des forces de défense et de sécurité sera-t-elle un gage pour la paix dans cette région car les conflits concernent toutes les régions voire au-delà des frontières. En matière de résolution de ces conflits, la place des autorités traditionnelles est encore importante. Les Forces de Défense et de Sécurité (FDS) interviennent aussi mais pour des cas spécifiques. Il règne une harmonie entre les FDS et les autorités traditionnelles. Les dispositifs de règlement de conflits existent au niveau local et demandent à être renforcés. Dans les provinces du Lac et du Kanem au Tchad, il ressort de l'intervention des différents acteurs que la province du Lac constitue et demeure le nid d'insécurité et de multiples formes de tensions. Ce qui n'est pas le cas dans la province du Kanem où le véritable souci de la population reste l'insécurité alimentaire, sanitaire et le chômage.

## Références bibliographiques

ADOUM FORTEYE Amadou., KIARI FOUGOU Hadiza, TOB-RO N'dilbé, 2019, *Analyse des Modes d'accès et de Contrôle des Ressources Naturelles de la Partie Tchadienne du lac Tchad par les Communautés Rurales*, In *Revue Internationale de Géomatique, Aménagement et Gestion des Ressources*, RIGAGER N° e\_ISSN : p. 2520-9574, volume 5.

AYIMPAM Sylvie, 2022, *La Sécurité par le Bas. Perceptions et Perspectives Citoyennes des Défis de Sécurité au Burkina Faso* ». Article de Recherche, 5 p.

BOUTELLIER Hans, 2008, *L'utopie de la Sécurité - Ambivalences Contemporaines sur le Crime et la Peine*, traduit par WYVEKENS Anne, CONCAS Anita, Bruxelles, Larcier, vol. 260 p.

DIEU François, 2005, *Territoires, Partenariat, Sécurité*. MODAT Repères, n° 31, Toulouse, GIPCVAT 3, vol. 272 p.

FRERKS George 2011, *Initiatives de Sécurité portées par les Communautés dans les Contextes Fragiles : Rapport de Synthèse*, 41 p.

JOHANNA Baché., NASSER Abdoul., KIARI, FOUGOU Hadiza, MAHAMAT MBARKOUTOU Henri, CHATOT Florence, 2020, *Étude Régionale de Recherche : Bassin du lac Tchad : Soutenir la Cohésion Sociale par l'Appui aux Mécanismes Endogènes de Prévention, Médiation et Résolution de Conflits ? Rapport d'étude*, 56 p.

KIARI, FOUGOU, Hadiza, 2020, *Boko Haram, Migrants Forcés et Conséquences Socio-économiques dans l'Est du Niger*, In CHAUVIN Emmanuel, LANGLOIS Olivier, SEIGNOBOS Christian (eds), *les Insécurités dans le Bassin du lac Tchad, Sociétés, Violences et Conflits*, Université Nice Sophia Antipolis, actes du 17<sup>ème</sup> colloque international du réseau Méga-Tchad 14-16 juin 2017 à Nice en France, numéro spécial/Editions IRD, p. 161-172.

MAURICE Pierre, LAVOIE Michel, LEVAQUE CHARRON Renée, CHAPDELAIN Antoine, 1998, *Sécurité et Promotion de la Sécurité : Aspects Conceptuels et Opérationnels*, Québec, OMS, Institut national de santé publique du Québec, vol. 36 p.

MAGRIN Géraud et DE MONCLOS Marc-Antoine, 2018, *Crise et Développement : la Région du lac Tchad à l'épreuve de Boko Haram*, Editions AFD, IRD 291p.

ORGANISATION INTERNATIONALE POUR LES MIGRATIONS (OIM), 2025, *Matrice de suivi des déplacements (DTM)*". [eliefweb.int/report/nigeria/situation-au-bassin-du-lac-tchad-dtm-tableau-de-bord-mensuel-71-decembre-2024](https://eliefweb.int/report/nigeria/situation-au-bassin-du-lac-tchad-dtm-tableau-de-bord-mensuel-71-decembre-2024)

ORGANISATION INTERNATIONALE POUR LES MIGRATIONS, 2024, *Matrice de Suivi des Déplacements (dtm) Bassin du Lac Tchad*. Tableau de Bord n°40, 25 décembre 2024.

ORGANISATION INTERNATIONALE POUR LES MIGRATIONS, 2021, *Étude de Perception des Communautés sur la Sécurité et la Gestion des Frontières dans le Nord-Est de la Côte d'Ivoire (Région du Bounkani)*. Rapport d'Étude, 53 pages.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE, 2021, *Améliorer la Résilience, la Sécurité Alimentaire et la Nutrition des Populations Touchées par les Chocs Naturels et les Conflits dans la Région de Diffa*. Rapport d'étude, 36 p.

OUMAROU Hamani, SHOURJYA Deb, POUPART Pauline, 2022, *Enquête sur les Perceptions relatives à la Sécurité dans les Régions de Tahoua, Maradi, Tillabéri au Niger*. Article de recherche, 14 p.

PROGRAMME DES NATIONS-UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT et SMALL ARM SURVEY, 2022, *Perceptions, Vulnérabilités et Prévention : une Evaluation de la Menace que représentent les Extrémismes Violents dans quelques Zones Frontalières du Sud de la Libye au Nord-ouest du Nigeria*. Rapport d'étude, 252 p.

SEARCH FOR COMMON GROUND, 2014, *Analyse des Déterminants de Conflits dans les Communes de Tchintabaraden et Tassara*, Rapport d'étude, 2014.